HAL
open science

La force de l'héritage : Le mouvement social des ex-braceros (Travailleurs agricoles mexicains 1942-1964) et ses enjeux

Philippe Schaffhauser Mizzi

To cite this version:

Philippe Schaffhauser Mizzi. La force de l'héritage : Le mouvement social des ex-braceros (Travailleurs agricoles mexicains 1942-1964) et ses enjeux. La migration en héritage dans les Amériques, Dixième colloque annuel de l'Institut des Amériques, Jun 2012, Paris, France. halshs-00714303

HAL Id: halshs-00714303

https://shs.hal.science/halshs-00714303v1

Submitted on 3 Jul 2012

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

La force de l'héritage :
Le mouvement social des ex-braceros
(Travailleurs agricoles mexicains 1942-1964) et ses enjeux

Philippe SCHAFFHAUSER
Colegio de Michoacán
Centre d'Études Mexicaines et
Centre-Américaines (CEMCA),
schaffhauser@colmich.edu.mx

" *Que lo sepa Zacatecas,*
Que lo sepa el mundo entero,
Que el gobierno federal se chingó nuestro dinero."
Chant de lutte de femmes et de filles de braceros, Zacatecas, Février 2012

« *Au Mexique, il n'y a pas tragédie, il n'y a que des outrages.* »
Carlos Fuentes, *La plus limpide región*, 1956.

Assemblée régionale de l'associacion civile *Ex Braceros en Lucha A. C.*, commune de Noria de Ángeles, Zacatecas, 24 février 2012. Photo : Philippe Schaffhauser

Introduction

Comment dire les choses ? Comment situer au mieux la singularité historique des *braceros* (journaliers agricoles mexicains) qui, de 1942 à 1964, ont contribué à l'effort de guerre nord-américain, puis à la croissance économique de l'Oncle Sam ? Et comment surtout mettre en contexte cette expérience collective migratoire et la condition sociale de cette main d'œuvre internationale au regard d'autres exemples fournis par l'histoire (les histoires collectives) de la deuxième moitié du 20e siècle ? À quoi peut bien en effet ressembler le programme bracero Mexique-États-Unis et le type d'hommes que ces accords bilatéraux ont pu produire ? Quel pourrait être l'équivalent sociologique[1], puisé dans d'autres réalités nationales contemporaines, qui permettrait de comprendre à quoi et à qui a-t-on affaire ? Pour répondre à ces questions, il faut commencer par préciser, même à grand traits, comment s'est construit ce que les autorités mexicaines appellent aujourd'hui le « problème bracero ». Pour comprendre la nature de celui-ci, il s'agira ensuite de décrire et d'analyser l'émergence du mouvement des ex braceros en lutte pour la reconnaissance de leurs droits sociaux (versement d'un fonds de pension) et la dignité liée à leur condition de travailleurs mexicains internationaux, en insistant sur les effets de construction et de transmission de valeurs au sein même des familles de braceros et des organisations de soutien à cette cause. Ce mouvement est aussi une affaire de relations entre générations et une histoire de genre également. Cette articulation entre générations et genre fait de cette lutte sociale « une affaire de famille » se déroulant principalement dans le milieu rural mexicain avec pour vecteur principal d'expression la communauté environnante. Cette affaire familiale traduit aussi ce que l'on pourrait appeler l'actualité de « culture politique mexicaine » issue des expériences collectives et individuelles tirées des mouvements sociaux de la deuxième moitié de siècle dernier.

Rappel des faits et commentaires sur ces derniers

Le 4 mars dernier le président Felipe Calderón Hinojosa, depuis son natal Michoacán et la ville de Zamora, procédait à grand renfort de médiatisation, à la remise des « derniers chèques » pour indemniser les *braceros,* leurs veuves ou leurs descendants afin –disait-il- de mettre un terme à la dette historique (sic)[2] du gouvernement fédéral mexicain vis-à-vis de ces travailleurs agricoles migrants et pour réparer enfin cette énorme injustice. Cet acte politique et performatif[3] était censé donc clôturé le long chapitre du contentieux autour de la situation de ces travailleurs qui hier avaient fait la croissance économique américaine et contribué à élever le niveau de vie de familles rurales mexicaines. Dans cette optique, l'effort déployé par les autorités a été alors sans précédent, puisque, quelques jours plus tard, une longue liste forte de 1.152 pages comprenant 105.552 noms fut publiée dans le *journal officiel de la nation*[4] pour indiquer les derniers bénéficiaires qui allaient

[1] Le bracero mexicain actuel algérien que les gouvernements américain et mexicain ont tenu dans l'oubli pendant près de 35 ans est-il, avec ou sans proportion gardée, une sorte d'ancien combattant de la Deuxième Guerre Mondiale, un auxiliaire militaire de l'Armée Française d'Afrique, zouave, spahi ou tirailleur sénégalais, un équivalent du supplétif harki lors du conflit franco-algérien, ou bien son sort est-il celui de la main d'œuvre vietnamienne issue des campagnes et forcée à travailler en France dans les usines pour l'effort de guerre lié au premier conflit mondial, ou finalement ressemble-t-il au juif de la seconde guerre mondiale chassé, massacré et finalement dépouillé de ses biens au profit de groupes bancaires européens ? En fait, l'identité du migrant mexicain travailleur agricole des accords braceros 1942-1964 est la synthèse de toutes ces figures supplétives mises au service de la grandeur et de l'enrichissement des puissances nationales européennes. Il y a au moins un air de famille que partage le bracero avec ces laissés pour compte de l'histoire coloniale française évoqués plus haut.

[2] www.marmorinforma.mx/esl/layput/set/print/Morelia/Morelia/Felipe-Calderón-sald...

[3] Puisque en effet comme le laisse entendre le message officiel du Président Calderón, dire que l'on met un terme au problème revient à produire la fin elle-même du « problème bracero », ce qui sociologiquement parlant se comprend alors comme un argument d'autorité et non pas comme la description d'un processus.

[4] http://dof.gob.mx/extrabmigmex.php. Cliquer sur la rubrique « Listas ».

être indemnisés en recevant soit 30.000 (18 personnes), 34.000 (86.536 individus) ou 38.000 pesos (18.998 personnes), selon les cas[5], dans le cadre du programme fédéral d'indemnisation aux travailleurs migratoires mexicaines braceros mis en place à la fin du sexennat du Président Vicente Fox Quesada en 2005. En procédant à une simple multiplication le coût de cette ultime opération politique en faveur des braceros, aux allures de justice sociale en acte et coïncidant de surcroît avec la fin de présidence de Calderón, s'est élevée à : 3 milliards 664 millions 688 huit milles pesos, soit 215 millions 569 mil huit cents quatre-vingt euros. Néanmoins, malgré les désirs présidentiels de mettre un point final à cette situation concernant une frange significative du troisième âge de la société mexicaine (Selon plusieurs sources journalistiques et académiques, on estime qu'il y aurait dans le pays entre 500.000 et 750.000 braceros encore vivant) qui a débouché, il y a quelques années, sur un conflit social d'envergure nationale avec ses ramifications et ses nuances régionales (voir carte annexée) et de produire un *final feliz* médiatique afin d'apparaître auprès de l'opinion publique et politique mexicaine comme le Président qui aura su trouver une issue honorable au « problème bracero », la réalité - c'est-à-dire, les organisations de lutte des braceros, leurs dirigeants, leur base, les raisons diverses invoquées et d'intérêts multiples exprimés - est là pour démentir cette intention présidentielle et rappeler que les faits sont têtus. Ainsi donc, l'affaire n'est pas entendue. Le dossier est loin d'être clos.

L'origine des faits est assez simple à résumer, la lecture de leur production, de leur enchaînement et de leurs conséquences l'est nettement moins. Sur le premier point, il convient de dire que, tout au long de ses vingt deux ans d'existence de 1942 à 1964[6], le programme bracero connu officiellement aux États-Unis comme *Mexican Farm Labor Program* s'est traduit par la signature de 4.646.199 contrats de travail et a concerné selon certains spécialistes des migrations mexicaines comme Jorge Durand[7], environ 1.5 million de travailleurs ; ceux-ci furent d'abord employés dans la construction de voie ferrée et dans l'agriculture et puis, à l'issue de la Deuxième Guerre Mondiale, exclusivement dans le secteur agricole. La plupart du temps, il s'agissait de contrat de trois mois renouvelables. C'est pourquoi aujourd'hui nombre d'ex braceros peuvent se prévaloir de plusieurs contrats de travail correspondant à cette période. Dans chaque contrat, il était prévu une retenue équivalente à 10% du salaire et destinée à constituer un fonds de retraite agricole que chaque travailleur devait percevoir à son retour au Mexique. Ce fonds colossal, si l'on songe à la quantité d'heure/travail et de contrats et aux intérêts produits par l'usage spéculatif de ces prélèvements, n'a jamais été reversé à ses bénéficiaires. La traçabilité du circuit suivi par ce fonds s'est égarée dans les méandres des institutions bancaires mexicaines. Tout ce l'on sait aujourd'hui (et sans doute longtemps après) tient au fait que le Banco Rural (*Banrural*), aujourd'hui devenu après sa mise en liquidation, *Banco de Crédito Rural*, avait reçu pour mission de recevoir le transfert de ce fonds depuis les États-Unis et la Banque Wells Fargo, afin de l'administrer pour son reversement opportun à ses cotisants, les braceros. Il est donc difficile aujourd'hui de savoir quelle somme exacte en est jeu. En outre, il est tout autant compliqué de savoir combien d'intermédiaires institutionnels et éventuellement particulier ont été en contact avec la circulation ou l'administration de ce fonds. Néanmoins difficulté ne rime pas avec impossibilité. C'est pourquoi les autorités mexicaines après avoir fait longtemps la sourde oreille, ont dû se résoudre, sous la pression sociales des braceros, à prendre le taureau par les cornes, c'est-à-dire à agir, à négocier et à proposer des solutions aux organisations de braceros.

---

[5] Certaines des bénéficiaires de cette indemnité d'un montant total de 38.000 pesos par personne avaient déjà perçu la somme de 4.000 pesos au cours des mois précédents ce qui explique qu'elles ne vont recevoir à cette occasion que la somme de 34.000 pesos. J'ajoute qu'une infime minorité (18) ont reçu 30.000 pesos, étant donné qu'elle avait déjà perçu 8.000 pesos en deux paiements de 4.000 pesos chaque fois.

[6] En réalité le programme s'est officieusement poursuivi jusqu'en 1967.

[7] Communication personnelle. Rappelons que Jorge Durand est, entre autres, l'auteur de plusieurs ouvrages consacrés aux braceros comme par exemple : *Braceros: las miradas mexicana y estadounidense. Antología, 1945-1964*, (2007).

Ces organisations selon leur importance et leur dynamisme ont parfois la capacité de couvrir l'ensemble des demandes nationales, quand d'autres plus réduites s'expriment et ne se mobilisent qu'au plan régional. En l'état actuel, la recherche que je conduis sur ce sujet ne permet pas de dresser l'inventaire précis des organisations régionales et nationales qui défendent et promeuvent la cause des braceros auprès de la classe politique mexicaine, des médias et présentent les doléances de cette catégorie de retraités auprès des pouvoirs publics. Ce que l'état d'avancement de la recherche permet de dire c'est que *Braceroproa*[8] est l'une des principales organisations de retraités des accords braceros au niveau national. Elle se ramifie en plusieurs coordinations régionales dont le bastion se situe dans l'État de Michoacán d'où est originaire (commune de Puruándiro) son leader historique, Ventura Gutiérrez Méndez. Étant moi-même en poste à Zamora au Michoacán c'est donc dans cette partie du pays que ma recherche a logiquement débuté pour toutes ces raisons objectives et de proximité. Il est bon de rappeler qu'en l'absence de statuts juridiques de l'organisation et afin de la doter d'une entière légitimité à l'heure d'engager des négociations avec les autorités, Braceroproa s'est constituée, autour des années 2005-2006, en une association civile forte de plusieurs milliers de membres[9], laquelle prend alors le nom d'Assemblée Nationale des Personnes Agées (ANAM pour son sigle en espagnol). *Braceroproa* devient à la suite de cette création un projet mené à bien dans le cadre de cette association. L'intention des dirigeants et de Ventura Gutiérrez est alors d'élargir la base des sympathisants en occupant le créneau large du troisième âge mexicain et en pérennisant l'élan protestataire qui avait lancé le mouvement des braceros autour de *Braceroproa*. Cette mutation s'explique aussi, comme il en sera question plus loin, par les crises traversées par l'organisation :

- Rupture entre Ventura Gutiérrez et Baldomero Capiz, qui avait pourtant été entre 2000 et 2004 son plus fidèle lieutenant. Capiz, originaire du Michoacán (Uruapan) et parent du fameux leader paysan Efren Capiz fondateur de la UCEZ, fonde sa propre organisation l'Union binationale d'anciens travailleurs agricoles mexicains (Schaffhauser, 2009). La cause de la rupture entre les deux hommes tient aux accusations de corruption proférées par Gutiérrez à l'encontre de Capiz et qui ont entraîné le départ ou l'exclusion, selon que ce soit l'un ou l'autre qui interprète les conséquences de ce divorce. Soit dit en passant, il est important de signaler que l'un comme l'autre bénéficient de la double nationalité mexicaine et nord américaine ce qui a permis, entre autres, de conférer très tôt une dimension « transnationale » au mouvement des braceros et la lutte telle qu'elle est conduite dans le cadre de braceroproa puis aujourd'hui avec ANAM.
- Braceroproa a procédé à plusieurs reprises à une opération « mains propres » pour chasser de son sein tous les coordinateurs ayant commis des actes de corruption et à traîner devant la justice mexicaine
- D'autre part, Braceroproa a subi par ailleurs le départ de section, comme celle du Zacatecas, en désaccord avec les options choisies par Braceroproa et son leader Ventura Gutiérrez. Cette situation dont nous avons pu observer les conséquences sur le terrain à Zacatecas a entraîné la création d'une vigoureuse organisation de défense locale des Braceros baptisés Ex Braceros en Lucha A. C. et constituée en association civile. Nous reviendrons plus loin sur la lutte de celle-ci et ses conséquences au plan national.

Face au mouvement des braceros qui au début des années 2000 s'est traduit par des actions spectaculaires comme l'invasion d'une propriété du Président Fox Quesada en février 2004 par plus de 2.000 braceros, les autorités mexicaines ont répondu par la mise en place en 2005 d'un Fonds d'indemnisation[10] visant à octroyer aux braceros une compensation monétaire liée à leur fonds de pension. Dans l'esprit du gouvernement, il n'était pas question de rembourser aux braceros ce que l'Etat Mexicain leur doit depuis toujours mais de compenser en partie l'impayé. Cette nuance a son importance parce que, dès le début, les autorités mexicaines ont engagé la négociation entre les deux parties sur un terrain spongieux et ambigu : d'un côté les organisations considèrent que le

[8] Dont le nom est un clin d'œil au scandale politique et financier lié au programme du gouvernement d'Ernesto Zedillo (1994-2000) pour sauver le système bancaire mexicain de la faillite, à la suite de la crise économique de 1995.
[9] Difficile de savoir avec précision de combien de membres se compose l'association ANAM.
[10] Fideicomiso 2106 "Fondo de apoyo social para extrabajadores migratorios mexicanos", Ministère de l'Intérieur du Mexique.

paiement de cette indemnité est un début en attendant la suite et de l'autre les autorités mexicaines considèrent, il est en question plus haut, mettent un terme au problème bracero[11]. En faisant disparaitre le problème, il s'agirait en quelque sorte de faire disparaître les dizaines de milliers de gens et de familles principalement rurales qui se tiennent derrière. Après une période de quelques mois de négociation entre organisations et gouvernement, il est décidé que se fonds versera à chaque bracero encore vivant ou à sa veuve la somme de 38.000 pesos en un seul versement et à la condition que celui ait pu prouver son identité et sa qualité de travailleur inscrit dans ce programme : formulaire rempli avec un numéro de dossier, originaux de contrats de travail, permis de séjour nord-américain (« *mica cafe* » o « brown card »), pièce d'identité et deux extraits d'acte de naissance sont les pièces à fournir pour remplir les conditions. Dans un deuxième temps et afin d'enterrer le problème, faute de combattants, de manière unilatérale l'État décide que le paiement de l'indemnité se fera par tranche en fonction du budget assigné à ce dossier et donc au lieu de verser 38.000 (somme moyenne qui ne tient bien évidemment pas comte et, dans un souci de justice digne du Roi Salomon, du nombre de contrats et des années passées à travailler aux États-Unis dans le cadre de ce programme) n'est versée aux braceros ou à leur veuve que la somme de 4.000 pesos annuels[12]. En outre, dans la mesure où le budget alloué est pensé alors en fonction des effets de la crise financière de 2008 c'est-à-dire revu et corrigé il est envisagé de payer cette indemnité sur une période de près de 20 ans, cela signifie que le gouvernement joue la montre et fait le pari que tous les braceros ou leur épouse seront morts avant, ce qui entraînera la fin du versement et des économies possible à réaliser pour le budget de l'État.

Plusieurs remarques s'imposent pour commenter l'instauration de cette politique destinée à régler le problème bracero. En premier lieu, « le problème bracero » est en fait le problème de l'État mexicain vis-à-vis de citoyens mexicains partis travailler légalement aux États-Unis et pour n'avoir pas respecté les engagements passés dans le cadre du programme binational bracero 1942-1964. Il ne s'agit pas « d'un problème » pour les organisations de braceros, les braceros ainsi que leur famille, mais de faire valoir un droit social, d'une revendication juste et liée au non-respect d'un des termes d'un contrat de travail. Ce qui fait problème ce ne sont pas les braceros, mais l'État lui-même. Il s'agit en fait d'une affaire pour les Braceros où il y a à faire et d'un problème ou d'une charge pour l'État qui fait ployer sous le poids de son administration lente et inexperte en ce domaine le sort des braceros et de leur famille. Par ailleurs et c'est là un fait important à signaler dans ce dossier, le gouvernement de Vicente Fox Quesada puis celui de Felipe Calderón ont fait le choix de renoncer à mener une enquête afin de déterminer les responsabilités et les éventuelles culpabilités en matière pénale à propos de la disparition de ce fonds de pension (et des intérêts générés depuis 1964). En effet, les autorités continuent, sans l'ombre d'un doute, à soutenir qu'il est impossible de reconstruire la traçabilité du circuit financier emprunté par cet argent devenu depuis fantôme. Cette position contribue à alimenter l'idée répandue dans les médias et dans la société civile que l'Etat et de ses institutions sont à l'origine de la corruption et de l'impunité qui symbolisent les difficultés de la société mexicaine pour assainir la vie publique et encourager la culture démocratique (Schaffhauser, 2012a). Les braceros partagent assez largement cette idée.

La liste administrative des pièces à fournir par les braceros pour engager la procédure d'indemnisation laisse de côté d'autres documents susceptibles d'attester la véracité de l'identité du

[11] Au moment où les braceros, qui ont rempli toutes les conditions, s'apprêtent à toucher leur chèque d'indemnisation, on leur fait signer auparavant une lettre dans laquelle s'ils s'engagent à ne plus intenter dans le futur d'action en justice contre l'État mexicain. En fait, la valeur de ce document est très contestable sur le plan juridique, puisque ce n'est pas à l'Etat de dire si une action en justice est légale ou non et, en outre, il ne peut exercer de pression sur celles ou ceux qui veulent saisir la justice.

[12] Entre juillet 2009 et septembre 2010, l'Etat ne versera plus que 4.000 pesos aux braceros et à leur famille. La mobilisation et la pression des organisations feront revenir les autorités sur cette décision, dont l'effet trompe l'œil aura été d'indemniser moins mais à plus de personnes.

déclarant : diplôme et reconnaissance pour travail rendu, lettre de recommandation, carte de la sécurité sociale américaine, photos, lettres et autres documents permettant de prouver le bien fondé du retraité migrant et qui pourraient constituer d'autres éléments à prendre en compte[13]. Ce qui est le plus cocasse dans cette affaire, c'est que le fonds mis en place par le Ministère de l'Intérieur et piloté par celui-ci ne reconnaît pas la validité des cartes de travail que ce même ministère délivrait à l'époque pour ces travailleurs internationaux, au moment de leur embauche et de leur départ pour les États-Unis. Nous avons affaire à une sorte de ministère schizophrénique qui ne se veut pas (ou plus) responsable des documents et des titres qu'il a produit à un moment donné de son histoire[14].

Autre conséquence liée à la mise en place de ce fonds et aux règles administratives établies par les autorités mexicaines tient à la division de la catégorie des braceros en deux groupes distincts : il y a ceux qui remplissent les conditions pour bénéficier de cette aide publique et ceux qui ne le peuvent pas, ce qui de ce fait crée un biais dans la représentation sociale du « problème bracero » par la puissance publique en plaçant dans l'illégitimité plus de la moitié de ceux qui furent braceros. Je m'explique si l'on reprend les chiffres évoqués plus haut à propos de la réunion entre le Président Calderón et les braceros et si l'on tient compte des propres propos du chef de l'État mexicain, qui considérait alors que ces remises de chèques étaient les derniers et permettaient de conclure le dossier bracero, cela signifie que sur les environs 500.000 braceros encore vivants (hypothèse basse qui, en outre, ne tient pas compte des conjointes et de leurs enfants et petits enfants) le gouvernement aura indemnisé depuis décembre 2005, 213.980 personnes ce qui ne représente au mieux que 42.79% de ce total. Si maintenant on rapporte ce chiffre à l'estimation faite par Jorge Durand (1.5 million de braceros au total) le taux d'indemnisation chute alors à 14.26%. Autrement dit, non seulement le montant de l'indemnité est sans doute bien loin de ce qui est dû en moyenne et en particulier aux braceros et à chaque bracero, selon sa situation au regard du programme des accords braceros, mais en outre ce n'est en réalité qu'une infime partie de cette catégorie de travailleurs internationaux qui aura été bénéficiaire de cette manne publique. Il est clair qu'une telle situation ne peut qu'entraîner la colère des braceros et de leurs organisations et les pousser à se mobiliser davantage.

La méfiance des autorités vis-à-vis des demandeurs est de bonne guerre, puisque cette attitude est constitutive du mode de fonctionnement bureaucratique aujourd'hui, puisque la relation entre l'administration et l'usager repose, au Mexique comme ailleurs, sur la suspicion et l'absence de confiance. C'est donc au bracero de prouver qu'il est ce qu'il prétend être selon des critères établis par l'administration elle-même en fonction de sa propre représentation du problème. Au fond avoir été bracero aux États-Unis entre 1942 et 1964 c'est comme avoir été victime d'une catastrophe naturelle dans laquelle l'intéressé perd sa maison et tous ses biens : ce dernier doit prouver qu'il est bel et bien une victime et non pas un fraudeur. Autrement dit avoir été bracero et avoir été spolié de son droit à percevoir une retraite pour lequel il a cotisé ne crée pas de droit. Ce qui ouvre des droits ce sont des documents et non pas une condition. Curieuse manière de la part des autorités mexicaines de réparer une injustice sociale.

Toutefois, la compréhension du mouvement social des braceros, à l'image de nombre de mouvements sociaux consistant à réparer une injustice, ne saurait être aussi manichéenne qu'il y

[13] À ce propos signalons la situation d'un bracero de Zacatecas qui s'est récemment présenté devant les autorités pour faire une demande d'indemnisation. Il n'était muni que d'un journal de New-York (il n'avait plus en sa possession les autres documents exigés pour ce type de démarche) où il apparaît pris en photo avec ses camarades mexicains dans un article consacré à la migration mexicaine pendent la deuxième guerre mondiale. Son nom apparaissait en légende au bas de la photo. En dépit de la présentation de cette pièce à conviction, sa demande fut rejetée par les autorités mexicaines. Voir document annexé à cette communication.

[14] Plus largement le mouvement des braceros pose la question dans le Mexique d'aujourd'hui d'un devoir de mémoire pour assumer cette histoire de la migration mexicaine aux États-Unis.

paraît au premier abord. Il n'y a pas d'un côté des « gentils braceros » et de l'autre un *mal gobierno* pour reprendre l'expression qu'ont popularisée les néo-zapatistes, à partir du 1er décembre 1994. Les organisations et les associations qui portent cet élan social national ne sont pas toutes blanches comme neige. Tout d'abord, les différentes scissions dans certaines organisations sont la marque de conflits entre leaders, chacun accusant l'autre de corruption et de parler injustement au nom de la cause des braceros. D'autre part, il n'est pas dans l'intérêt de ces derniers à moyen terme que le confit trouve une issue, car le règlement du conflit laisserait sans travail, c'est-à-dire sans revenus cette catégorie de représentants sociaux. Plus le conflit dure et même plus il s'enlise jusqu'à certain point et plus les leaders de ces organisations parviennent à tirer un parti personnel de ces impasses. Au fond, le travail de certains leaders consistent alors à maintenir, au moins sur le plan rhétorique, intact la foi de la base sur l'issue prochaine du conflit, tout en ne faisant pas tout ce qu'il faut pour que le conflit social puisse trouver un règlement conforme aux intérêts exprimés dans le mandat populaire qui leur a été confié. Il y a la une évidente contradiction et c'est le reproche qui a été fait à Braceroproa et à son leader Ventura Gutiérrez. C'est en tout cas ce qui a motivé la séparation de la branche régionale de Braceroproa au Zacatecas qui a repris sa liberté d'action et s'est constituée en association indépendante. D'un autre côté, la possibilité de percevoir une indemnité, une manne providentielle, a pu susciter, ici et là, dans les familles rurales du Mexique profond des formes de cupidité intrafamiliale bien dérisoire au regard des sommes mis en jeu. Un peu comme dans le film génial d'Ettore Scola, *Affreux, sales et méchants* (1976), il s'agit d'accompagner au bureau de poste le vieux grand-père, dont tout le monde dans la famille se fiche éperdument le reste du temps, afin de se partager « le magot » de sa pension.

Mais ce tableau noir n'est heureusement pas celui de toutes les familles de braceros. Chaque famille souhaite comprendre comment et pourquoi leur père ou leur grand-père a-t-il pu être autant méprisé et laissé pour compte. En ce sens, un autre point important à commenter et qui tient à l'observation directe que nous avons entre 2009 et 2011 dans le Michoacán, renvoie à la participation des femmes, épouses et ou veuves de braceros (Schaffhauser, 2010), et des familles de ces derniers. Sans le soutien de celles-ci et sans l'engagement sans failles de celles-là, le mouvement des braceros se serait sans doute rapidement essoufflé. Il est important de comprendre aussi que pour ces veuves, il s'agit aussi de faire valoir un droit à la dignité lié à leur rôle, par ailleurs tenu dans l'ombre pendant des décennies, de conjointes de travailleurs agricoles migrants, d'épouses ou de concubines vivant la séparation forcée avec tous les maux et les troubles psychologiques que ce genre de situation impose assez régulièrement à celles qui n'ont d'autre choix que celui d'attendre et de faire de la patience une vertu. Dans certaines familles de braceros, enfants et petits-enfants, l'histoire du père ou du grand-père, qui fut bracero, n'est pas qu'une affaire d'argent, mais c'est surtout une affaire de respect et de dignité vis-à-vis de ceux qui, à la sueur de leur front, ont fait la richesse agricole américaine et contribuer à élever le niveau de vie dans les campagnes mexicaines et la grandeur des familles paysannes. Entre générations, il y a un devoir de mémoire à faire, la nécessité de passer le témoin pour retrouver ces valeurs perdues ou bafouées.

Dans un autre domaine, la création de nouvelles associations de braceros, comme c'est le cas au Zacatecas avec *Ex braceros en Lucha* constituée en 2010 et forte selon ses dirigeants de plus de 7.000 membres, a contribué à politiser davantage ce mouvement en lui donnant une orientation progressiste sur l'échiquier politique mexicain et sur la scène nationale des mouvements sociaux. Alors que la mobilisation des braceros n'est pas à comprendre au départ comme l'expression d'un choix politique et partisan, et c'est là toute la différence entre le politique et la politique, entre participer à la vie publique (et en particulier à l'élargissement de l'espace démocratique local) et agir au nom d'une idéologie ou d'un parti pris politique[15], le développement de leur mouvement ne

[15] Toute proportion gardée, le mouvement des braceros a quelque chose en commun avec le mouvement des indignés en Espagne, puisque las et fatigués par tant de mensonges, de temps perdu traduit en une incommensurable patience,

tarde pas à attiser les convoitises politiques de tous bords et aux tentatives de récupération et de détournement de sens. C'est ainsi que, dans le cas du Zacatecas, l'association Ex Braceros en Lucha fait partie du *Frente Social por la Soberanía Popular* qui, outre les migrants retraités, regroupe par ailleurs toute une série de secteur de la société zacatecane : mineurs en lutte du site de Sombrerete, paysans éjidataires, groupes populaires de quartiers défavorisés, entre autres. Par ailleurs les leaders de cette association de braceros, afin de donner un écho plus important à la lutte et à ses revendications ont négocié l'affiliation (entérinée en août 2011) de leur association â la Fédération Syndicale Mondiale dont le siège est à Athènes. Ils ont par ailleurs réussi un rapprochement politique et stratégique avec d'un côté la mouvance de l'AZLN dont est issue une partie des cadres de cette association et de l'autre avec le Mouvement de Régénération Nationale (MORENA) à la tête duquel se tient Andrés Manuel López Obrador, ancien maire de Mexico et prochain candidat à l'élection présidentielle de juillet 2012 pour le PRD et le Front des Gauches. Néanmoins, les organisations de braceros ne sont pas parvenues à ce jour à se constituer en fédération, afin de donner davantage de poids à leur lutte pour faire pression sur les autorités. Cet insuccès s'explique par les tensions et les querelles en leur sein ou entre elles. Cette situation permet de comprendre l'état de fragmentation du mouvement et ses contradictions, ce qui, cela va sans dire, fait le jeu des pouvoirs publics qui jouent la montre et le pourrissement dans la rencontre de solutions idoines au conflit.

Au niveau de la base, c'est-à-dire des braceros eux-mêmes, de leur famille et de leurs ayant-droits il y a plusieurs choses à observer. En premier lieu, au sujet de la relation avec l'administration en charge du dossier bracero, il convient de de dire, comme le font par ailleurs remarquer les dirigeants de l'association Ex Braceros en Lucha[16], qu'il existe techniquement trois catégories de braceros :

a) ceux qui remplissent les conditions fixées par l'administration,
b) ceux qui les remplissent en partie et
c) ceux qui ne les remplissent pas du tout, puisque la seule preuve qu'ils fournissent tient à leur mémoire et à ses capacités à retracer les faits en question.

Cette distinction à son importance parce qu'elle va déboucher sur une initiative originale et sans doute révolutionnaire dans les procédures d'indemnisation et de réparation d'un préjudice : la méthode des entretiens semi-directifs pour établir la véracité de celui qui prétend avoir été bracero. Cette initiative, conçue et soutenue par Ex Braceros en Lucha et quelques universitaires de l'Université Autonome de Zacatecas[17], s'est mise en place dans le Zacatecas il y a deux ans. Elle a permis d'indemniser des braceros ou des veuves de ces derniers qui n'avaient aucun document à faire à valoir. Autrement dit, cette solution qui n'a cours que dans cet État du Mexique et dont l'association Ex Braceros en Lucha qui l'a proposée souhaiterait voir étendre à tout le pays[18] contribue à prendre en compte tous les braceros et leur famille quels qu'ils soient. A terme, cette initiative audacieuse permettrait de sortir de l'illégitimité la catégorie des « braceros sans papiers » que l'administration a construite depuis 2005, au travers du processus de compensation sociale. Il est intéressant de noter au passage que cette expérience du Zacatecas n'est pas partagée par toutes les organisations de braceros qui opèrent dans le pays. Ainsi, Braceroproa a, toujours, exclu de son

---

l'action des braceros vise à recouvrir leur dignité perdue dans les méandres de cette histoire contemporaine des migrations mexicaines aux États-Unis.

[16] Observation directe de l'assemblée régionale de l'association Ex Braceros en lucha A.C., Noria de Ángeles, Zacatecas, 24 février 2012.

[17] Comme c'est le cas de l'économiste Víctor Corona Loera à qui l'on doit la confection du guide d'entretien construit pour intégrer ceux qui l'administration fédérale a exclu de ses listes. Ce professeur de l'Université de Zacatecas est depuis 2010 à la tête de ce programme qui répétons-le ne concerne pour l'heure que les braceros de l'État de Zacatecas

[18] Ce qui, bien évidemment, balaie d'un revers de main le triomphalisme du Président Calderón, puisque cela prouve que la demande des braceros est loin d´être satisfaite et que le chemin est encore long pour indemniser ou compenser tous les braceros ou ayants-droits.

action les braceros sans papiers, faisant le jeu de l'administration mexicaine en se posant comme un premier filtre dans la sélection des demandes à traiter. La raison tient au fait que Braceroproa a fait le choix d'engager parallèlement une action en justice pour assigner l'État mexicain à comparaître devant un tribunal ou une cours compétente, afin que l'indemnité versée aux braceros ne se limite pas au simple versement d'une aide sociale mais corresponde au remboursement total de ce qui leur est dû. Pour cela, la stratégie a consisté â présenter, selon la logique du droit positif, des dossiers comprenant des documents ayant valeur de pièces à conviction. D'un autre côté, l'enquête que nous avons menée dans le Michoacán, entre 2009 et 2011 montre qu'il y a, par ailleurs, trois catégories de braceros : ceux qui attendent d´être indemnisés, qu'ils remplissent ou non les conditions fixées par l'administration, ceux qui ont perçu une partie de l'indemnité et attendent la suite[19] et ceux qui ont déjà été totalement indemnisés. Ces derniers une fois encaissé leur chèque ont dû mal à rester mobilisés et à se solidariser pour leurs camarades en liste d'attente. C'est pour pallier à cette désaffection que Braceroproa a opéré une mutation vers 2006 en se constituant en association civile, ANAM, afin de conserver la mobilisation des braceros par l'élargissement des revendications de ces derniers à la condition des personnes âgées comme catégorie sociale vulnérable.

Ce rappel des faits, même ébauché, donne cependant une idée sur l'intérêt sociologique d'étudier un tel mouvement qui s'inscrit à contre-courant d'autres mouvements sociaux, dans la mesure où il concerne des retraités peu habitués au Mexique à sortir de chez eux pour aller défiler et faire valoir leurs droits ; de surcroît il s'agit d'anciens actifs migrants, soit une catégorie elle aussi peu habituée à se mobiliser (Durand, 2006) et la plupart du temps discrète sur les scènes politiques mexicaine et nord-américaine, en dépit de quelques avancées ces dernières années. Enfin par l'étude de ce mouvement dont les causes ont été passées sous silence pendant des décennies par les gouvernements mexicains entre 1964 et 2000, se pose la question du devoir de mémoire au regard de l'histoire des migrations mexicaines aux États-Unis, puisque par exemple et à la différence de ce dernier pays qui consacre un jour de l'année à célébrer le bracero mexicain, rien de tel n'existe au Mexique : Les braceros sont non seulement laissés pour compte de ce fonds de pension pour lequel ils se battent, mais ils sont aussi les oubliés de l'histoire contemporaine mexicaine. Cette situation explique par exemple que rares sont les sociologues qui s'intéressent à cette question. Mon travail contribue un peu à inverser cette tendance.

Être bracero aujourd'hui, c'est être né deux fois

La recherche se nourrit parfois de rapprochement entre des situations dont leur nature si particulière semble interdire au chercheur toute tentative de rapprochement. En dépit de cette injonction empirique le chercheur n'hésite pas parfois à tenter le pari audacieux qui consiste à aller chercher ailleurs ce qu'il convient d'interpréter ici et maintenant. Cette parenthèse est là pour expliquer mon choix de recourir au William James des *Variétés de l'expérience religieuse* (1999)[20] et en particulier sur sa théorie des êtres nés deux fois pour engager une réflexion sur la condition et l'identité du bracero. Mon hypothèse consiste à dire que la catégorie des Braceros a d'abord été construite de toute pièce par le pouvoir de nommer de l'institution américaine (Farmworkers) et mexicaine (Braceros, brasseur, soit celui qui utilise ses bras pour travailler). Cette première naissance n'a pas été le fruit d'un choix mais une imposition, au moment où chaque bracero parapha son contrat de travail. Acte performatif par excellence, car en signant celui-ci, le bracero advenait à la vie, c'est-à-dire au monde de la division internationale du travail et à ses mobilités régulées. Produits des structures sociales et des rapports de pouvoir, les braceros sont nés sans leur consentement, comme

[19] Entre novembre 2009 et septembre 2010, le gouvernement mexicain a mis en place un remboursement massif et partiel à hauteur de 4.000 pesos par an, ce qui a provoqué la colère des Braceros et d'une bonne partie de leurs organisations. Seul Braceroproa a légitimé cette décision unilatérale des autorités mexicaines.

[20] Mon propos n'est pas sans rappeler celui de Clifford Geertz à propos de William James (2002).

il en va pour toutes les naissances. Les braceros ont donc *cet inconvénient d'être nés*[21] politiquement et sociologiquement dans le cadre d'un programme de travail international. Cette première naissance a eu pour effet de naturaliser et d'une certaine façon, comme dirait William James â propos de la foi de tout un chacun, à créer une âme saine, c'est-à-dire dans le cas qui nous intéresse à faire des braceros, malgré les humiliations subies et les conditions de travail extrêmes, une catégorie de travailleurs dociles, toujours contents de leur sort et incapables de disputer ou de discuter quoi que ce soit avec l'employer ou l'autorité en charge de cette immigration encadrée. Ces travailleurs mexicains de l'ombre nés sous cette forme politique ne se posaient pas de questions. Tout semblait alors logique, naturel : ils paraphaient des contrats sans savoir au juste ce qu'ils signaient et puis ils s'en retourneraient chez eux une fois leur tâche accomplie dans les champs de l'agriculture à grande échelle américaine.

Entre 1964 et la fin des années 90 du siècle dernier[22], plus de 30 années se sont écoulées avant que les braceros ne rompent le silence. Ces initiatives surgissent principalement dans un cadre familial : les épouses ou les veuves, leurs enfants ou petits-enfants entreprennent de reconstruire l'histoire du mari, du père ou du grand père qui, jadis, était parti travailler aux États-Unis. On l'interroge directement, on fouille dans sa mémoire ou dans ses papiers lorsqu'il y en a, afin d'établir les faits et construire les éléments d'une légitimité. Cet intérêt subit s'alimente aussi des contacts avec des parents demeurant aux États-Unis, puisque l'autre point de départ du mouvement bracero se situe aux États-Unis et en particulier en Californie, à Los Ángeles, dans le secteur de La Placita, où depuis des années des associations chicanas et mexicaines avaient fait de ce lieu une agora pour exposer les intérêts et les revendications multiples de la communauté mexicaine ou d'origine dans ce pays. C'est là aussi, au tournant du siècle, qu'on a commencé à entendre des discours sur l'histoire et la situation des braceros (Schaffhauser, 2009). C'est là que l'on a pu voir et écouter Ventura Gutiérrez. Dans le Zacatecas, dans le Michoacán, dans le Jalisco et dans d'autres parties du pays des associations civiles se sont formées pour défendre la cause des braceros. Le pas est franchi de la famille vers le mode associatif, car jusqu'alors les autorités avaient fait la sourde oreille, lorsque de manière individuelle ou en famille le bracero venait exposer son cas devant l'administration. L'union fit alors la force. Le mouvement a pris de l'ampleur à partir des années 2004-2005 et les médias mexicains ont commencé à lui donner la couverture qu'il méritait. Les braceros apparaissaient alors pour la première fois sur la scène médiatique et politique.

Se saisissant de cette opportunité d'être enfin entendus, les braceros et leurs organisations, comme Braceroproa, vont s'appliquer à faire preuve d'originalité pour attirer l'attention sur leur sort. Les actions vont se consister à faire pression sur les représentants politiques, à commencer par le chef de l'État en faisant par exemple le siège de leur domicile ou de celui de leurs parents, comme ce fut le cas de la maison de la mère du Président Calderón, en février 2011, à Morelia, demeure qui se retrouva encerclée par plus de 1.000 braceros de Braceroproa. Ce sont aussi les *mueretones*, actions spectaculaires qui consistent à s'allonger sur la voie publique pour simuler et symboliser la mort des braceros (14 par jour selon Braceroproa). C'est aussi la *longue marche* entreprise en 2010 en direction de Mexico par les Braceros du Zacatecas sous l'égide de leur principale association, Ex Braceros en Lucha, et grâce à la solidarité syndicale[23]. Le but était alors de remettre aux députés une proposition de loi visant à revenir au paiement de l'indemnité en un seul versement de 38.000

[21] Clin d'œil au recueil d'aphorismes de Michel Cioran (1973).

[22] D'après notre récente enquête de terrain réalisée en février dernier au Zacatecas, il semblerait que, dans cette partie du pays, la mobilisation des braceros remonte au début des années 90, autour de 1992. Ce fait contraste quelque peu avec la situation au Michoacán où le mouvement bracero s'engage, selon la mythologie de Braceroproa, à Puruándiro, berceau de Ventura Gutiérrez, en 1998.

[23] Comme le SME de l'entreprise publique d'électricité *Luz y Fuerza* mise en liquidation par le gouvernement de Felipe Calderón.

pesos, à inclure les concubines comme figure d'ayant-droit et à demander que des entretiens soient menés pour intégrer au programme d'indemnisation les braceros sans papiers. L'ensemble de ces actions trop rapidement évoquées ici, sont le signe d'une prise de conscience et d'un droit à une seconde naissance pour les braceros comme groupe pour soi, capable alors définir les frontières de son existence collective, à même de problématiser sa situation, d'identifier ses intérêts, de les exprimer devant les autorités et de mettre en place des stratégies pour mener à bien sa lutte. Les braceros viennent à l'existence une seconde fois, par eux-mêmes, grâce à la foi qu'ils retrouvent et les conditions de confiance qu'ils ont su créer pour faire valoir leurs droits, pour faire respecter leur dignité et leur qualité honorable de migrants du programme bracero 1942-1964. Les braceros se dotent enfin d'une identité sociale qui reflète ce qu'ils ont été et sont devenus de 1964 à nos jours. Ce constat sociologique traduit une situation conflictuelle, ses enjeux, ses contradictions qui en tant que phénomène social ne va certainement pas de soi. Tout semblait jouer contre la cause des braceros : le temps qui passe et qui construit l'oubli des politiques et l'âge avancé des braceros qui n'est pas en faveur de la mobilisation de corps marqués et usés par l'effort et la pénibilité de leur histoire de vie. Et pourtant.

Cari il faut bien avoir une sorte de foi[24], croire en soi et en son destin ; avoir envie de créer de nouvelles conditions de vie pour agir et naître à nouveau. C'est là une façon aussi d'interpréter le mouvement des braceros et William James est là pour donner rappeler à nouveau que la religiosité, c'est-à-dire le sentiment religieux de tout individu, ne se cantonne pas à la seule sphère de la religion instituée en église par exemple. La loyauté des braceros à leur pays, à leur terroir, à leur histoire et leur culture n'a d'égal que leur défection vis-à-vis de la façon dont a été conduite la vie publique régionale et nationale par la classe politique mexicaine (Hirschman, 1995). Ce discernement dans la manière de s'engager et de prendre parti est incontestablement un élément clé dans la compréhension de cette seconde naissance. Il est intéressant de voir, au final, que cette naissance, dont les contours riment avec ce que Joas appelle une action créative, à la suite de George H. Mead (Joas, 1999), contraste avec l'entreprise de reconstruction par l'administration mexicaine, 70 ans plus tard, de la catégorie des braceros qui n'existent que par qu'ils remplissent les conditions fixées dans le cadre du programme d'indemnisation consenti par le pouvoir fédéral. Le bracero est, en ce sens, celui qui dans la rue et sur les places publiques fait entendre sa voix et non pas celui qui apparaît sur les listes publiées par le fonds d'indemnisation du Ministère de l'Intérieur.

Cause sociale cherche leader désespérément : le cas du Zacatecas

Il y a certains faits évoqués et commentés plus haut qui font du Zacatecas en matière de lutte pour la cause des braceros un cas assez original pour le reste du pays. Un laboratoire sociologique. On songera par exemple à cette heureuse initiative portant sur la conduite d'entretiens visant à élargir la possibilité d'indemniser les braceros sans papiers qui ne remplissent aucune des conditions fixées par l'administration mexicaine en charge du dossier. Mais je voudrais attirer l'attention ici sur un autre point qui va également dans le même sens et invite à penser que cet État du Mexique se situe à l'avant-garde non seulement à propos du mouvement des braceros, mais plus largement dispose d'une culture politique dans les milieux populaire et rural qui déjoue les thèses sur l'apathie ambiante *de ceux d'en bas* (Schaffhauser, 2012b), las de tous les mensonges et des trahisons politiques dont ils ont été souvent les premières victimes, depuis que le contenu social et politique de la révolution mexicaine s'est effiloché pour ne devenir qu'un simple mirage.

Ce fait étonnant tient à l'idée que, comme l'histoire des mouvements sociaux l'a montré en plusieurs endroits ce sont non seulement ces derniers qui font et forment leurs représentants, mais

[24] Il est clair que les braceros et leur famille sont des gens profondément catholiques.

c'est surtout et, c'est là l'intérêt du cas du Zacatecas, ce sont les mouvements sociaux qui choisissent leur leader, comme on fait passer une audition pour choisir le chanteur d'un groupe de rock, un futur enseignant à l'université ou un nouveau cadre après un entretien d'embauche. Marciano S., éjidataire du rancho de Milagros[25], âgé de 63 ans, est entré il y a 14 ans dans la cause des braceros à cause ou grâce à son père qui fut bracero. C'est aussi un oncle qui l'a invité à venir joindre à cette lutte pour la dignité. Marciano a connu toutes les étapes de l'organisation du mouvement bracero dans le Zacatecas[26], les conflits, les scissions, les espoirs, les succès et les moments de désespoir. Cette expérience lui donne une certaine lucidité pour apprécier la situation des braceros aujourd'hui et porter un regard critique sur les dirigeants de ce mouvement. Il a connu l'affiliation des braceros du Zacatecas à Braceroproa, ce qui lui a permis de côtoyer Ventura Gutiérrez et la classe politique intéressée à divers titres par cette question. Il a vécu aussi de nombreuses désillusions qui n'ont pas réussi, cependant, à entamer sa volonté de voir triompher la cause des braceros. Cette situation l'a amené à faire un choix au moment où le leader de Braceroproa lui confie la mission de devenir le coordinateur régional pour l'État du Zacatecas des braceros. Il refuse cette proposition parce qu'il ne fait plus confiance au leader de Braceroproa et parce qu'être représentant des braceros ne signifie pas à ses yeux que l'on a les épaules assez larges pour être un leader, une figure charismatique du groupe. Il faut un don, une aptitude, quelque chose en plus qu'il reconnaît ne pas détenir. Aussi se met-il en quête de celui qui pourra assumer ce rôle et servir cette cause. Il contacte un avocat engagé, Bernardo V. originaire de la commune de Guadalupe, pour lui proposer cette responsabilité. Celui-ci accepte mais doit rapidement quitter cette responsabilité, à la suite de pressions et de menaces l'enjoignant à ne pas aller plus loin.

Plus tard, profitant de la venue du sous commandant Marcos à Zacatecas en septembre 2007, il demande et obtient une audience auprès du leader historique des néo-zapatistes. Don Marciano souhaite confier au commandant la responsabilité de mener à bien la lutte des braceros. Celui-ci décline cette invitation et précise qu'il s'agit d'une affaire fédérale. Déçu, Don Marciano nous confie lors de l'entretien : « *Para mí Marcos es igual que cualquier gobernante, pues nunca tienen tiempo y echan mentiras. Es un estafador.*"[27]. Il jette alors son dévolu sur des activistes qui s'inscrivent dans le sillage de Marcos : Efraín A. et Mauricio P. Il s'agit de deux personnages de la vie politique locale qui se sont engagés et battus pour toute une série de causes sociales dans cette partie du pays, à la suite de l'expérience d'octobre 1968. Don Marciano leur propose de prendre la tête du mouvement des braceros du Zacatecas d'abord dans la mouvance de Braceroproa puis en tant qu'organisation indépendante à partir de la rupture en 2010. Ils finissent par accepter. L'expérience et le discernement de Don Marciano lui ont permis de choisir un leader qui ne soit ni un exalté, ni « négociant en mouvement social » (sic) et non pas un simple représentant. Être leader d'un mouvement social se n'est pas exercé une fonction, une bureaucratie, mais une vocation et un engagement sans failles.

Cet exemple est une illustration de la sagesse et du bon sens paysan à l'heure de faire le choix important de savoir qui doit parler au nom des autres, qui sera le plus à même de proposer une stratégie qui permette de faire avancer la cause des braceros. À ce titre l'initiative mentionnée plus haut à propos des entretiens réalisés auprès des « braceros sans papiers » (Le comble pour des migrants qui ont fait partie d'un programme légal et avalisé par les gouvernements des deux pays) â laquelle il convient d'ajouter l'indemnisation pratiquée par l'État de Zacatecas pour ses braceros en

[25] De là à voir un lien avec le film de Robert Redford et dans lequel apparaît le *salsero* Ruben Blades, sheriff de Milagro, localité du Nouveau Mexique, il y a un pas que je n'ose encore franchir, en dépit de la pugnacité évidente qui unit ces lieues du monde rural contemporain.

[26] Le matériel sur lequel repose en bonne partie l'analyse est tiré d'un entretien de 2h30 que j'ai réalisé avec Don Marciano, le 25 février 2012, dans les installations de l'association Ex Braceros en Lucha A.C.

[27] Ibidem.

plus de celle accordée par la fédération sont des preuves évidentes que Don Marciano ne s'est pas trompé sur la stature et la capacité de ces deux hommes. Cet exemple nous invite par ailleurs à repenser la question qui consiste à identifier dans un mouvement social qui sont les détenteurs du pouvoir dans celui-ci. Qui fait le jeu politique à l'intérieur de celui-ci.

En guise d'épilogue. Conséquences du Nord au Michoacán et dans le Zacatecas

Si l'analyse du mouvement des braceros se centre sur le déroulement de celui dans et à partir du Zacatecas et du Michoacán, il y a plusieurs éléments d'interprétation à retenir. Tout d'abord ces deux États sont historiquement, démographiquement et sociologiquement très représentatifs de ce mouvement du début du 21e siècle. La comparaison terme à terme ou le rapprochement entre ces deux situations sont, sur le plan méthodologique, pertinents (voir carte annexée). Différences et similitudes se croisent pour évoquer le sort des braceros dans ces deux parties du Mexique. Si Braceroproa exerce un quasi-monopole dans la représentation de la cause bracera au Michoacán, ce n'est pas le cas au Zacatecas où l'association des ex braceros doit composer avec d'autres organisations, plus petites, mais toutes aussi nombreuses et bien implantées localement. Au Michoacán et malgré les pressions exercées et dont l'effet médiatique semble davantage adressé à la base pour la rassurer sur l'engagement et la moralité des dirigeants que pour faire plier la volonté du gouvernement sous le poids de la mobilisation, Braceroproa a fait le choix de respecter la plupart des décisions des autorités. Sa rhétorique est incisive et ses résultats pourtant mitigés pour les braceros, puisque par exemple, comme il est dit plus haut, Braceroproa ne reconnaît pas les « braceros sans papiers » et en ce sens fait le jeu de la bureaucratie mexicaine en assumant ses critères pour construire qui de droit est bracero et qui ne l'est pas. Le Michoacán ne dispose pas d'un fonds d'indemnisation complémentaire comme c'est le cas du Zacatecas depuis 2010, tout en sachant que ce budget n'est pas tombé du ciel mais est le fruit d'une lutte et d'une négociation qui a marqué la vie politique dans le Zacatecas. En outre, si Braceroproa et Ex Braceros en Lucha sont deux organisations qui sympathisent avec les forces de progrès et en particulier avec la mouvance du PRD incarnée par Andrés Manuel López Obrador, elles se différencient sur un point essentiel qui tient, comme dirait Bourdieu, à l'intérêt ou au désintéressement initial de leurs principaux dirigeants. Ventura Gutiérrez est petit-fils de bracero et sa grand-mère lui a fait jurer, dit-il, qu'il rendrait justice à son grand-père. Efraín A. n'a, au départ, rien à voir avec le monde des braceros. Il s'agit d'un universitaire, militant de gauche qui a livré bataille sur tous les fronts sociaux au Zacatecas depuis plus de 40 ans. C'est pourquoi la projection de l'un et de l'autre et du mouvement qu'il conduise diffère : Braceroproa constitué en association, ANAM, est un partenaire social du gouvernement sur la question des migrants retraités, alors que Ex Braceros en Lucha se veut un mouvement progressiste qui apporte sa pierre à l'édifice des luttes sociales plus amples et vise à faire du Mexique un pays dont la culture démocratique est en marche. Il est intéressant de noter au passage que si Ventura Gutiérrez est bien le président d'ANAM et de Braceroproa, la principale branche de cette association, Efraín A. n'est que le porte-parole de l'association Ex Braceros en Lucha un peu à l'image du rôle et de la fonction du sous-commandant Marcos dans l'organigramme de l'AZLN.

Ce sont donc deux directions distinctes empruntées par des associations qui mènent le mouvement des braceros dans le Michoacán et dans le Zacatecas et qui, à la suite d'essais et d'erreurs construisent le chemin de la dignité pour les vétérans des accords braceros. La conjonction de ces deux expériences amène le sociologue que je suis à s'interroger pour savoir si ces mouvements ont bien un caractère social et ne sont pas le fait de groupes de pression proches des sphères du pouvoir. La réponse revient à repenser la nature des mouvements sociaux aujourd'hui, plus fragmentés et plus thématiques et moins politiques et idéologisés que par le passé. Il est clair que le mouvement des braceros n'a rien à voir avec le mouvement ouvrier, mais en tant qu'expression du troisième âge

mexicain il n'est pas sans rappeler les actions menées par les groupes minoritaires (femmes, homosexuels, groupes religieux ou ethniques luttant pour le droit à exister publiquement et non plus honteusement). D'un autre côté, en dépit des contrastes et des clivages, les mouvements de braceros au Zacatecas et au Michoacán contribuent, par le jeu des négociations qu'ils imposent au gouvernement, à ré-institutionnaliser les institutions publiques mexicaines enjointes à se comporter comme telles. Cette tendance à agir et faire réagir l'institution qui s'est éloignée de ses missions de service public c'est que j'ai appelé dans un précédent article (Schaffhauser, 2009), la foi pragmatique des braceros dans les institutions de leur pays pour leur rendre justice : foi, parce qu'il est question de confiance et pragmatique, parce qu'il ne s'agit pas d'une confiance aveugle mais d'avoir des preuves de confiance. C'est là aussi l'un des enseignements majeur que l'on peut retirer aujourd'hui de l'analyse du mouvement des braceros dans le Zacatecas et au Michoacán.

Bibliographie

Durand, Jorge, 2007, "El Programa Bracero (1942-1964). Un balance crítico" in Migración y Desarrollo 9. Pp.27-44

Durand, Jorge, 2006 "Aquí estamos, aquí nos quedamos", in MX Sin Fronteras 36. Chicago. Diciembre. Pp.6-9

Durand, Jorge y alii, 2007, *Braceros: las miradas mexicana y estadounidense. Antología, 1945-1964*, Zacatecas, Universidad Autónoma de Zacatecas, Senado de la República. LX Legislatura.

Geertz, Clifford, 2002, *Reflexiones antropológicas sobre temas filosóficos*, Barcelona: Paidós Studio.

Hilgartner, S. and Bosk, C., 1988, "The rise and fall of social problems", American Journal of sociology, Vol. 94, pp. 53-78.

Hirschman, Albert, 1970, *Défection, prise de parole et loyauté*, Paris, Fayard.

James, William, 1999, *Las variedades de la experiencia religiosa*, Barcelona: Península.

Joas, Hans, 1999, *La créativité de l'action*, Paris : Le Seuil.

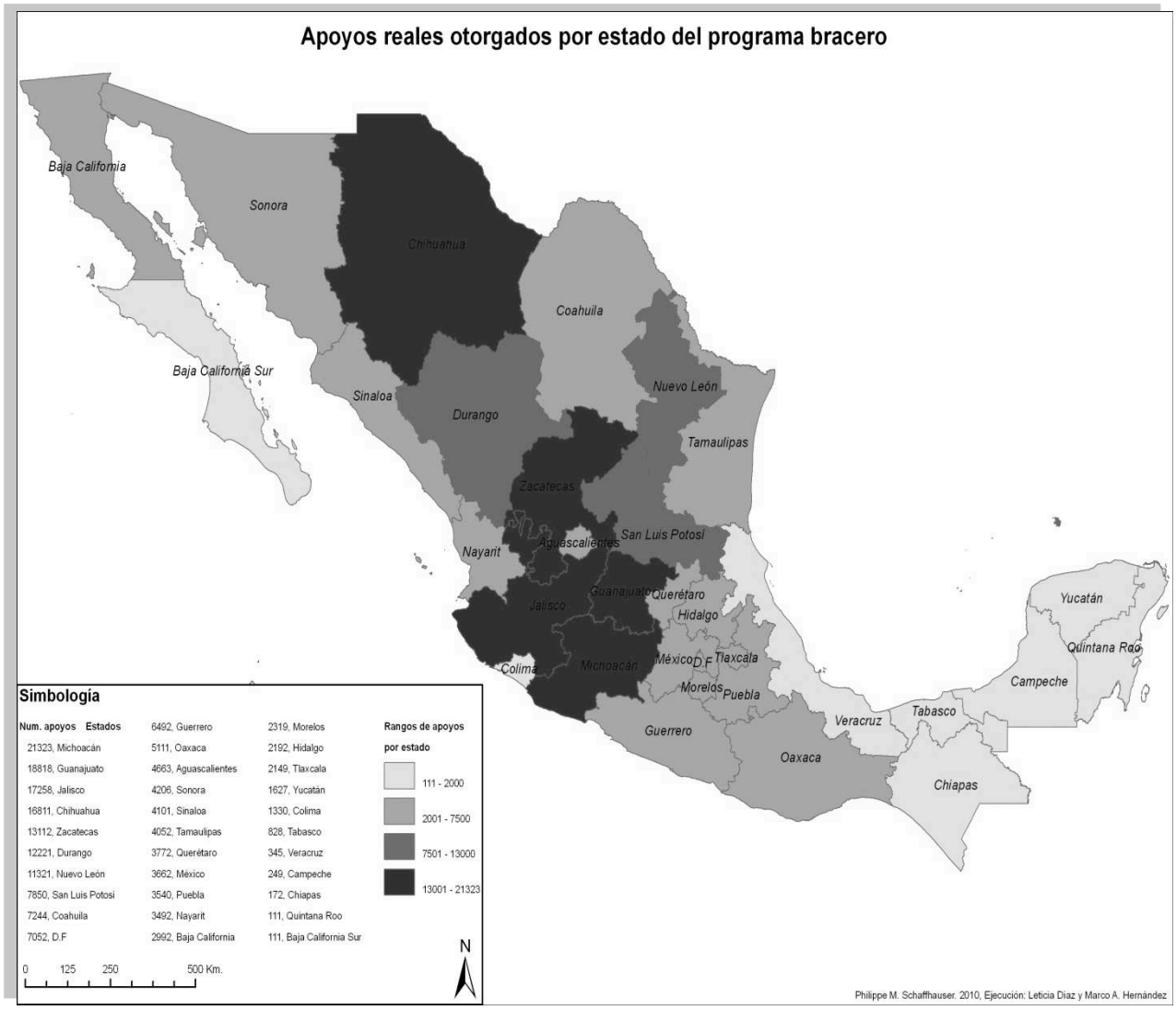
Schaffhauser, Philippe, a) 2012, **"**Antropología de la violencia *versus* violencia a los antropólogos en México. Una reflexión sobre las condiciones de producción del conocimiento antropológico", Communication qui sera présentée à l'occasion de l'ICA 54, simposyum 708, Vienne, 15-20 juillet.

Schaffhauser, Philippe, b) 2012, "Consecuencias del Norte: El movimiento de los ex braceros (1942-1964) como hecho cultural", 27 p. in Yerko Castro Neira, éditeur, *La migración y sus efectos en la cultura*, à paraître en septembre.

Schaffhauser, Philippe, 2010, **"**Las viudas del norte: Acercamiento "genérico" al movimiento de los ex-braceros", communication présentée à l'occasion du I. Congreso de Etnología de la Universidad Autónoma Metropolitana, 22-24 septembre, Mexico.

Schaffhauser, Philippe, 2009, "L'or des migrants: retraite et dignité pour les vétérans des accords braceros (1942-1964) » pp. 75-91. in Francoise Lestage, *Problèmes d'Amérique Latine*, Numéro 75, Hiver 2009-2010.

Simmel, Georg, 1995, *Le conflit*, París, Circ.



Représentation cartographique figurant par État, le nombre de braceros et d'ayant droits ayant perçu l'indemnité compensatoire du gouvernement Mexicain. On remarquera que l'Etat de Michoacán arrive en tête.

Photo d'un groupe de braceros employés dans les chemins de fer nord-américain publiée dans un journal américain en janvier 1944 en langue espagnole. Ce document fut présenté aux autorités en charge du dossier indemnisation par un bracero (le sixième accroupi sur la première ligne en partant de la gauche) pour attester sa qualité d'ancien travailleur des chemins de fer, dans le cadre des accords braceros. Sans succès.
Archive de l'association Ex Braceros en Lucha A.C, photo de Ph. Schaffhauser, prise le 25 février 2012.